

ONU GENÈVE, 31 janvier 2017

## L'EXTRÉMISME VIOLENT EN LIGNE

### *Un défi pour la paix et la sécurité*

---

La nature et la dynamique du cyberspace représente un défi important au niveau des Droits de l'Homme.

Actuellement des groupes radicalisés prônant la violence, utilisent les réseaux sociaux pour recruter et propager des récits manipulateurs.

Internet est un facilitateur et une « chambre de réverbération » pour l'extrémisme violent et la radicalisation.

Début 2016 le secrétaire-général de l'ONU, Monsieur **Ban Ki-moon** a présenté un plan pour "analyser le rôle d'internet et des réseaux sociaux, en tant qu'instruments facilitateurs et pour prévenir l'extrémisme violent en ligne".

- Quels sont les meilleurs moyens pour empêcher l'extrémisme violent en ligne ?
- Quel doit être le rôle du Partenariat Public et Privé et quelle est sa responsabilité ?
- Comment peut-il garantir que les Droits de l'Homme internationaux et la loi seront respectés et protégés ?

-

Les gouvernements ont adopté deux méthodes différentes :

- les récits « contre-attaque » et les messages alternatifs.
  - La réglementation de l'accès à l'extrémisme violent.
- Ce Partenariat est vital pour un contrôle d'internet efficace.

**CEPENDANT**, cet extrémisme violent peut être protégé par la loi internationale des Droits de l'Homme. Le droit à la liberté d'opinion et d'expression est garanti par l'Article 19 de la Déclaration des Droits de l'Homme et la Convention internationale des Droits civils et politiques.

En conséquence, cela peut, au contraire, faciliter et accélérer l'attraction vers la radicalisation.

Les états essaient de contrôler, filtrer ou bloquer ces messages en ligne, avec l'aide de ces partenariats privés (ICT). Mais peuvent-ils avoir un impact sur ce droit individuel à la liberté d'opinion et d'expression et l'accès à l'information ?

Sources : DCAF : Centre pour le Contrôle démocratique des Forces Armées de Genève

#### Liste des intervenants :

- M. Michael Moller, *Director General UNOG*
- Mme Anne-Marie Buzatu, *Deputy Head of Public-Private Partnerships Division, DCAF*
- Ambassador Kok Jwee Foo, *Permanent Mission of Singapore to Geneva*
- M. Megan Hallahan, *Consultant, YaLa Young Leaders*
- M. Daniel Stauffacher, *President, ICT 4 Peace Foundation*
- Representative, *Microsoft (tbc)*

Il est impossible de bloquer quoi que ce soit sur internet.

La part de Google, Twitter, et Facebook est très importante et s'accroît de plus en plus.

L'industrie prend des mesures dynamiques pour contrer l'usage que fait le terrorisme de ces plates-formes. Mais il y a des tensions continues.

"L'International Framework for Action" (IFA) est particulièrement actif.

Le rôle de la **famille** est, en fait, très important. Dans ce monde d'hommes, la femme a une place à prendre.

La stratégie de communication doit être davantage développée. Les femmes ont déjà passé des messages alternatifs positifs. Elles complètent, ainsi, les efforts des ONGs.

En effet, elles ont créé, en Asie à l'origine, et maintenant en une bibliothèque de récits qui sont une riposte à ceux diffusés par le terrorisme.

Elles développent des campagnes localisées et ciblées qui contestent la propagande des groupes terroristes sur le web.

Quelle est leur méthode ?

- 1. Évaluer les différents facteurs les plus pertinents
- 2. Identifier l'audience ciblée
- 3. Déterminer un messenger efficace
- 4. Identifier les médias où elles diffuseront leur message
- 5. Développer le contenu et la logique du message
- 6. Développer une stratégie pour la diffusion.

Il s'agit d'une méthode louable et bonne, mais ce n'est pas suffisant

La meilleure méthode est de se connecter avec les terroristes et de leur parler face à face.

Thomas Guerber, *Directeur du DCAF* à Genève a conclu en disant qu'une collaboration internationale était absolument nécessaire.

**Jacqueline BOURGEOIS**  
**Représentante UEF**